

Echec de la politique d'ouverture et dérives post-électorales : Rapport relatif à la situation intérieure en Ethiopie, en lien avec les dossiers des requérants d'asile éthiopiens en instance d'expulsion dans le canton de Vaud

François Piguet, Chargé de recherche à l'iuéd, Genève
Genève, Addis Ababa, janvier 2006

1. Introduction et derniers développements

La situation de sécurité en Ethiopie apparaît présentement très mouvante à la suite des élections législatives du 15 mai 2005 dont les résultats demeurent très contestés. Depuis plusieurs semaines, les forces de sécurité interviennent quasi quotidiennement à Addis Ababa pour réprimer tout mouvement de contestation. Ainsi, des jets de pierres et le signe en « V » avec l'index et le majeur, symbole électoral de l'opposition « kinijit » entraînent des charges de la police fédérale, lourdement armée et qui n'hésite pas à ouvrir le feu. Au mois de janvier 2006, les écoles secondaires (high schools) constituent un foyer de contestation permanent et les fêtes orthodoxes de l'Epiphanie (Timkat 18 – 20 janvier) ont été émaillées de manifestations réprimées dans le sang (deux morts et 22 blessés selon des sources officielles) et de nombreuses arrestations.

Ainsi, quinze ans après la chute du régime militaro-communiste du DERG¹, dirigé d'une main de fer par le président Mengistu Hailé Mariam, le processus d'ouverture démocratique en Ethiopie a connu un brusque coup d'arrêt à la suite des élections. Si les dernières semaines de la campagne électorale constituaient un moment particulier de libération de la parole dans un pays habitué depuis des siècles à des attitudes de soumission face à des pouvoirs forts, le gouvernement du Premier Ministre Meles Zenawi, issu des rangs du Front populaire de libération du Tigré (FPLT/TPLF) a brusquement changé de tactique, usant de la plus grande fermeté face à la crainte de perdre les élections au profit d'une opposition unie. Il s'en est suivi une reprise en main à la fois politique, économique et sociale... Comment en est-on arrivé à ce stade?

2. Le concept de « fédéralisme ethnique » et ses dérives

La promulgation de la Constitution de la République fédérale démocratique d'Ethiopie (RFDE) en 1995, instituant neuf régions ethniques² autonomes a très rapidement engendré des effets pervers, contribuant au renforcement des forces politiques centrifuges à l'œuvre dans la plupart des régions du pays³. Les partis et les mouvements de guérillas actifs dans les périphéries se sont toujours appuyés sur le concept des « nationalités » et de l'identité ethnique, jusqu'ici soumis au pouvoir central Amhara⁴. Ralliés dans un premier temps au nouveau régime, ils n'ont pas tardé à prendre leurs distances, alors que du côté gouvernemental, la question des nationalités est très vite apparue particulièrement sensible, notamment par rapport aux Oromo qui constituent une majorité relative dans le pays (environ 40% des 70 millions d'Ethiopiens)⁵.

¹ Acronyme amharique du Comité militaire administratif provisoire dominé par Mengistu Hailé Mariam qui a dirigé l'Ethiopie de 1974 à 1991.

² Le territoire fédéral est découpé en 9 régions ethniques : Tigray, Afar, Amhara, Oromiya, Somali Region, SNNPR (Southern Nations, Nationalities and Peoples' Region), Benishangul-Gumuz, Gambella, Harar, et deux régions administratives spéciales: les centres urbains d'Addis-Abeba et de Dire Dawa.

³ A l'origine, le concept de régionalisation en Ethiopie repose sur la théorie soviétique des nationalités et les travaux de l'Institut des nationalités qui prévoyait, dès les années 80, un découpage du territoire basé sur des critères ethniques engendrant des frontières compliquées et incertaines ; l'ensemble de l'édifice étant chapeauté par un régime centralisé fort placé sous la houlette du TPLF (S. Vaughan, 2005).

⁴ C'est-à-dire l'Empire sous la dynastie néo-salomonienne de Ménélik II, le conquérant de l'Ethiopie moderne, à Hailé Sélassié chassé du trône en 1974 et remplacé par le Derg.

⁵ L'idée d'un découpage régional opéré sur une base ethnique remonte à l'époque de l'occupation italienne (1936 – 41),

Le processus électoral contesté de 2005 a brusquement réactivé des antagonismes ethniques et politiques préexistants sur fond de menaces d'une reprise du conflit frontalier entre l'Éthiopie et l'Érythrée, qui ne fait pas mystère des appuis accordés aux groupes armés oromo et somali. Aujourd'hui, Le Front de Libération Oromo (FLO/OLF) est à nouveau actif dans le Wellega, au sud ouest du pays et des combats ont récemment eu lieu à la frontière soudanaise, faisant même appel à un appui aérien. Dans l'Ogaden, où les Éthiopiens fondent beaucoup d'espoir sur une production gazière prometteuse, les zones situées au sud-est de Kebri Dehar sont sujettes à de fréquentes attaques, entravant les déplacements des agences d'aide humanitaires concernées par la sécheresse qui affecte les régions somali⁶. Plus grave encore, la région de Gambella, située en marge du Sud Soudan et dotée de ressources pétrolières, connaît depuis trois ans un processus croissant de déstabilisation marqué par de fréquents affrontements entre les Anuaks et l'armée, sans compter les incursions d'éléments OLF à partir du Soudan. Un conflit d'abord centré sur la question des ressources et du droit foncier qui affecte également les résidents « habasha ⁷ » installés dans la région et souvent perçus comme des intrus.

Parallèlement à ces engagements entre des forces gouvernementales et les divers mouvements armés aux confins de l'Éthiopie, une menace se dessine à l'encontre des minorités « habasha » installées dans les villes et des colons « highlanders » qui ont contribué au développement de l'agriculture dans les régions de basses terres situées à l'est et au sud des hauts-plateaux abyssins. À l'origine, il s'agit de familles de fonctionnaires, de militaires et des commerçants installés dans les villes de garnison (katama). Dès l'époque des conquêtes de Ménélik, ils ont constitué le noyau de la population urbaine dans les nouvelles provinces soumises à l'Empire éthiopien. À partir des années 60, un mouvement de colonisation agricole des terres basses (resettlement) a été lancé. Suite à la famine de 1984, le régime du DERG a amplifié le mouvement et cette stratégie volontariste revêtit une forme dramatique marquée par des déplacements arbitraires ayant affecté quelque 600.000 personnes ; une politique largement dénoncée à l'époque. À leur arrivée au pouvoir en 1991, les Tigréens avaient sévèrement condamné ces déplacements forcés mais, dès 2001, le gouvernement a subitement réactivé les plans de déplacements de population, justifiés par l'adoption d'une politique visant à assurer la sécurité alimentaire et renforcer la lutte contre la pauvreté⁸. En 2003, les transferts autoritaires de population ont donc repris avec leurs cortèges de drames et d'épidémies dues à l'impréparation des sites d'accueil (Pankhurst, Piguët, 2004 ; FSS 2005). Ces politiques de migrations internes participent au mouvement séculaire de bascule de la population des hautes terres surpeuplées vers les basses terres semi-arides ; elles rendent la question de la cohabitation ethnique toujours plus sensible et de nouveaux conflits sont à craindre. La persistance d'événements violents et de combats dans le sud du pays (Gambella, Oromiya, SNNPR) le laisse entrevoir. Plusieurs

en conformité avec les intérêts de l'occupant désireux d'étendre le territoire de l'Érythrée, colonie italienne dès 1892, et accordant des privilèges aux peuples de la périphérie de l'Empire, jusqu'ici systématiquement brimés par un pouvoir central Amhara (Mercuria, 1997). Dès 1936, on assiste au réveil de forces centrifuges notamment avec la révolte des Oromo Raya et des troubles dans le Wellega. La seconde moitié du règne de l'empereur Haïlé Sélassié est marqué dans les années 60 par de nombreuses arrestations parmi l'élite oromo et l'interdiction du mouvement Macha Tulama. À la même époque, les régions du Bale et du Sidama sont secouées par des insurrections armées. Parallèlement, le pouvoir impérial doit faire face à une contestation grandissante parmi les étudiants. Une situation en bien des points comparable à la ce qui se passe aujourd'hui, c'est-à-dire une répression systématique des forces politiques d'opposition au centre et l'extension des foyers de résistance armée dans les périphéries.

⁶ De nombreux éléments armés en provenance de Somalie sont présents sur territoire éthiopien et les plus actifs sont le Front national de libération de l'Ogaden (FLNO/ONLF) et des éléments islamistes radicaux proches de « Al Itihad », bien que ces derniers aient été pourchassés par l'armée éthiopienne jusqu'en territoire somalien.

⁷ Le terme « habasha » désigne les populations du cœur historique de l'Éthiopie, soit les Tigréens, les Amhara et les assimilés, de confession orthodoxe et vivant généralement dans les zones de hauts plateaux.

⁸ « Coalition for Food Security » formée en vue de trouver des alternatives à la distribution d'une aide alimentaire structurelle et « Poverty Reduction Strategic Paper », un exercice imposé aux pays pauvres par la Banque mondiale afin d'initier une lutte plus efficace contre une pauvreté qui, en Éthiopie, touche près d'un habitant sur deux.

interlocuteurs du CICR ont exprimé leur préoccupation face à la multiplication des micro-conflits et/ou des manifestations violentes revêtant la forme de pogroms qui se sont soldés par des morts et des blessés⁹.

Depuis 1991, le régime de Meles Zenawi s'est efforcé de contrôler les diverses régions du pays grâce à la création d'une constellation de partis politiques basés sur des critères ethniques et un jeu d'alliances mouvantes, toujours étroitement encadrées par des éléments liés au TPLF, regroupés au sein du « Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front » (EPRDF)¹⁰. Cette politique de « fédéralisme ethnique » fluctuante et non exempte de manipulations des concepts d'ethnie et de nationalité, n'a pas tardé à susciter des craintes de la part du régime, en particulier depuis la rupture de l'OLF avec EPRDF intervenue dès 1992, suivie deux ans plus tard d'un processus similaire dans la région somali où le Front de libération nationale de l'Ogaden (FLNO/ONLF) est responsables de multiples coups de main armés. Des districts entiers dans cette région de 250.000 km² demeurent pratiquement incontrôlés.

Pour le régime minoritaire tigréen¹¹, il s'agit avant tout d'endiguer le nationalisme oromo particulièrement actif et représentant une menace démographique à l'échelle du pays. Selon le rapport 2005 de « Human Rights Watch », il y aurait environ 25.000 détenus, membres de l'OLF ou soupçonnés appartenir à des organisations nationalistes oromo. Cependant, à la suite des récentes élections législatives, c'est l'opposition amhara qui désormais se trouve dans le collimateur, car les principaux chefs du Coalition pour l'unité et la démocratie (CUD) sont originaires de cette région. La menace nationaliste oromo ne serait-elle pas en train de céder la place à un retour du vieil antagonisme « impérial » entre les Amhara et les Tigréens ? Le gouvernement qui doit faire face aujourd'hui à une perte de légitimité va très certainement tenter d'exploiter les dissensions opposant les Amhara et les Oromo, ces derniers ayant toujours eu à pâtir de l'hégémonisme politique amhara, sans compter les conflits frontaliers entre les deux régions¹². Au-delà, aucune région ethnique n'est épargnée par les clivages politiques et/ou ethniques. Ainsi, parmi les dirigeants tigréens au pouvoir, les clivages nés au sein du Comité central du TPLF en 2003 démontrent que l'unanimité n'est plus de mise, même à l'intérieur d'un parti dotés de structures quasi-militaires et qui domine la vie politique éthiopienne depuis 1991.

3. Le processus électoral de 2005 marque la fin de la politique d'ouverture

La campagne électorale a été vécue comme un moment de libération de la parole¹³, car face aux

⁹ Dans la province du sud Keffa Sheka, selon les statistiques du CSA 1994, plus de 50.000 Amhara sont installés dans la zone et les micro-conflits se sont multipliés. Depuis 1991, la multiplication des micro-conflits a particulièrement affecté la région située entre Awasa et Tepi, au sud du pays, causant des dizaines de morts. Enfin, à partir de 2003, le conflit dans la région de Gambella a entraîné la mort de plusieurs centaines de personnes. L'imbrication des populations d'origines diverses dans des zones jusqu'ici culturellement homogènes de même que la non délimitation des frontières entre deux régions comme celles de la région somali par rapport à l'Afar et face aux Oromo de l'Hararghe et le Borena illustrent les difficultés auxquelles l'ensemble de l'espace éthiopien doit faire face.

¹⁰ Les financements des partis politiques régionaux affiliés à EPRDF, en particulier ODPO (Oromo), ADM (Amhara), etc... sont aujourd'hui très menacés par la réaffectation des crédits multilatéraux (375 millions de \$) qui représentaient pour le gouvernement une aide budgétaire discrétionnaire.

¹¹ La population tigréenne représente environ 6 % de la population éthiopienne (4,5 millions) un chiffre comparable à celui de la minorité somali, qui les situe loin derrière les Oromo : environ 28 millions (40%) et les Amhara : plus de 18 millions (26%) ; cf. UNDP, Country Profile, Addis Ababa, 2001.

¹² En décembre 2000, de nombreux colons Amhara installés illégalement dans le Wellega (Gida Kिरamu) ont été expulsés à la suite d'un conflit avec la population oromo. Ils sont retournés dans la région amhara et le programme de réinstallation définitive de ces quelque 12.000 déplacés à Jawe a été considéré comme la phase pilote de la reprise des programmes de « resettlement ».

¹³ Le processus d'ouverture a culminé lors de la manifestation de masse convoquée le 8 mai 2005 par les partis d'opposition au centre d'Addis Ababa qui, selon divers observateurs, aurait réuni plus d'un million de participants. Face

principaux bailleurs de fonds et aux puissances occidentales, le gouvernement du Premier Ministre Meles Zenawi avait d'abord joué la carte de l'ouverture, avant de changer de tactique après avoir mesuré le risque d'une défaite électorale. Pour les piliers du régime, pour la plupart des vétérans de la guérilla tigréenne, la perte du pouvoir acquis les armes à la main demeure inconcevable. Face à eux, la prise de parole de la population urbaine, regroupant une grande partie de l'élite du pays, des classes moyennes et bénéficiant du soutien de l'influente diaspora des Etats-Unis, a subitement révélé la capacité de mobilisations des principales formations de l'opposition, regroupées autour de Hailu Showel et Berhanu Nega de la Coalition pour l'unité et la démocratie (CUD) dont les partisans sont nombreux dans la région amhara et dans la capitale et Beyene Petros du Front éthiopien des forces démocratiques unies (UEDF) fortement implanté dans le sud du pays : SNNPR et Oromiya. Face à ces changements, le régime reposant sur l'appui des cadres de la guérilla du TPLF, de la coalition politique multi-ethnique EPRDF et de l'administration locale exerçant un strict contrôle des populations a pris peur. Il s'en est suivi une succession d'événements sanglants, marquant le retour à des méthodes dénoncées haut et fort à l'époque du président Mengistu Haile Mariam.

La montée de l'opposition au cours des derniers jours précédant le vote, y compris dans les campagnes, a consacré une forme de retournement politique, illustrant un changement social de taille. En effet, les démonstrations de force de l'opposition dans les villes ont incité de nombreux paysans jusqu'ici acquis au régime de EPRDF à voter en faveur des candidats de l'opposition, dans l'espoir d'obtenir une annulation de leurs dettes vis-à-vis de compagnies comme « Ambassel Business group », une entreprise contrôlée par le TPLF¹⁴ et principal fournisseur d'intrants agricoles (semences et fertilisants)¹⁵. En effet, depuis la fin des années 90, les paysans éthiopiens ont particulièrement souffert des programmes de développement agricole qui ont d'abord contribué à leur endettement¹⁶, alors même que les prix des céréales s'effondraient au point qu'ils étaient incapables, même durant les bonnes années, de rembourser les crédits (Piguet, 2003). Ces programmes mal gérés et politisés ont notamment permis d'exclure les réseaux électoraux du sud acquis au parti du Dr Beyene Petros des programmes de développement agricole, privant de semences et de fertilisant de nombreux paysans. Quant à ceux qui sont incapables de rembourser leur crédit, ils sont passibles d'emprisonnement et sont souvent contraints de vendre leurs bœufs de labour à des fins de remboursement. Ainsi, malgré une libéralisation relative de l'économie du pays, le contrôle centralisé des ressources a été maintenu, notamment en matière d'intrants agricoles. La distribution de l'aide alimentaire constitue également un moyen de pression aux mains des administrateurs à l'échelon des woreda (districts) et des kebele (communes ou quartiers en zone urbaines) ; de nombreux faits troublants tendent à prouver un usage politiquement différencié de

à une mobilisation aussi forte, le régime a pris peur et s'est résolument tourné vers des méthodes d'intimidation et d'obstruction à l'occasion des opérations de vote.

¹⁴ Dès leur accession au pouvoir, les cadres du TPLF se sont employés à recycler le trésor de guerre du Front en créant une holding « Endowment Fund for the Rehabilitation of Tigray » (EFFORT) qui a très rapidement pris une dimension nationale par la prise de contrôle de nombreuses entreprises dans la plupart des secteurs de l'économie éthiopienne. Ainsi, EFFORT structuré sur un mode militaire contrôle de nombreuses entreprises dans tout le pays, notamment : Hiwot Mechanized Agriculture SC, Mega-Net Corporation (communication et édition), Trans-Ethiopia SC (Transport), Guna Trading House (import-export), Mesfin Industrial Engineering SC, Sur Construction (travaux publics), Wugagan Bank, Africa Insurance Company, etc... Par ailleurs, le groupe concurrent « Mohammed International Development Research and Organization Companies » (MIDROC) de l'homme d'affaire saoudo-éthiopien Al Amoudi est également réputé très proche du gouvernement. Al Amoudi n'a pas hésité à soutenir personnellement la campagne électorale de EPRDF (cf Ethiopia : the top 100 peoples, Indigo publication, Paris 1997).

¹⁵ La politique dite du « extension package », soit la fourniture de semences industrielles et des fertilisants indispensables à la croissance de ces cultures a été appliquée autoritairement à l'échelle du pays entier, sans tenir compte des disparités régionales, des divers types d'agriculture en fonction de étages agro-écologiques, etc. A l'issue de la période de crédit courant sur une saison agricole, de nombreux paysans ont été condamnés à des peines d'emprisonnement pour défaut de paiement. D'autres étaient exclus des programmes de développement agricole et se sont vus ainsi privés de semences et de fertilisant.

¹⁶ cf. « survivre avec un hectare et 40 Euro de revenu annuel... » R. Lefort, Ethiopie : Les oubliés de Wäyr Amba... in Le Nouvel Observateur, n°2107, 24/03/05,

cette aide internationale. Durant la campagne électorale, des camions du « Disaster Prevention and Preparedness Commission (DPPC)¹⁷ ont déchargé de la nourriture dans des zones considérées comme autosuffisantes, voire excédentaires. De même, paradoxalement, au cours de ces dernières semaines, une augmentation de l'allocation d'aide alimentaire a été octroyée à la région Amhara qui, lors des élections, avait basculé dans l'opposition¹⁸. Cependant, les jeux d'influence politique présidant à l'allocation des tonnages d'aide alimentaire ne remonte pas au dernier scrutin. Par exemple, dans la région Afar sévèrement affectée par la sécheresse en 2002 – 2003, plusieurs ONG actives dans cette zone pastorale avaient relevé que dans certains kebele, l'octroi de rations alimentaires était subordonné à l'acquisition d'une carte EPRDF assortie d'une cotisation de 50 birr (environ 8 Frs). Les Afar ont tôt fait de considérer cette opération partisane comme une forme « particulière » d'assurance contre les calamités naturelles !

Au moment des élections, les observateurs internationaux ont connu des fortunes diverses. Les observateurs américains du « Carter Center » avaient indiqué dans un premier temps que le processus électoral s'était déroulé de manière acceptable, avant de nuancer leur jugement. De leur côté, l'avis des observateurs de l'Union européenne, dirigés par la députée européenne portugaise Anna Gomes, était différent. Un rapport sévère, non publié jusqu'ici, fait état, selon les comptes-rendus intermédiaires et certaines fuites, de nombreux cas de fraude, d'intimidation et des pratiques étranges, comme des urnes subtilisées à l'issue du scrutin et brûlées par les forces de l'ordre. Les rapports des observateurs internationaux et ceux de « Human Rights Watch » ont été vivement contestés par les autorités éthiopiennes qui n'ont pas hésité à s'en prendre nommément à Mme Anna Gomes, accusée de collusion avec les chefs de l'opposition.

De multiples recours pour fraude électorale ont fleuri dans les jours et les semaines qui ont suivi le scrutin, alors que la publication des résultats était retardée à plusieurs reprises. Les scrutins partiels ultérieurs ont même permis à un des principaux soutiens du régime, Ato Bereket Simon, ancien ministre de l'information, de passer en force afin d'assurer sa réélection. Candidat à Lalibela (Lasta, nord de la région Amhara), il était sévèrement battu au soir du 15 mai. Nonobstant, les urnes scellées à l'issue du dépouillement ont été subtilisées avant que de disparaître. A la suite de cet « incident », le ministre a obtenu de la Commission électorale l'organisation d'un nouveau scrutin qui, en l'absence de candidat de l'opposition, lui a permis de retrouver son siège de député. Depuis cet épisode, la région de Lalibella, une des rares destinations touristiques du pays, demeure étroitement quadrillée par les forces de l'ordre.

4. Les manifestations et grève générale de juin et novembre 2005 dans la capitale

L'exaspération de la population frustrée de sa victoire, certaine à l'échelle de la région Amhara et de la capitale, Addis Ababa,¹⁹, a entraîné en juin et en novembre 2005 des mouvements de grève et des manifestations de rue sévèrement réprimés. Malgré des bilans contradictoires, on dénombre officiellement près d'une centaine de morts, dont plus d'une dizaine de personnes tuées d'une balle en pleine tête – en juin, l'auteur du présent rapport avait remarqué que des membres de la police fédérale étaient équipés de fusils-mitrailleurs surmontés d'une lunette de visée. Au cas où les forces de sécurité n'arriveraient plus à contenir la foule, des unités de bérêts rouges (agassan) basé à Awasa sont en permanence en alerte afin de venir les épauler.

¹⁷ Organisme gouvernemental responsable de la distribution de l'aide alimentaire dans le pays, récemment désignée comme une agence (DPPA).

¹⁸ Entretien du 11 janvier 2006 avec Marco Brudermann, chef de la délégation du CICR en Ethiopie.

¹⁹ Nonobstant la présence d'une communauté tigréenne de quelque 450.000 personnes, soit plus de 10 % de la population de la capitale, l'ensemble des 23 sièges de députés attribués au district fédéral d'Addis Ababa ont été gagnés par l'opposition. Ce résultat électoral sans appel démontre l'absence d'unanimité au sein de la communauté tigréenne. Depuis les élections, le gouvernement régional d'Addis Ababa est confié à une administration provisoire qui a permis le maintien des principales têtes de l'équipe précédente.

Il s'agit de la répression la plus féroce engagée par le régime depuis les manifestations estudiantines d'avril 2001 qui s'étaient soldées par 41 morts et 250 blessés. Par ailleurs, des milliers d'arrestations ont été opérées et les personnes appréhendées sont regroupées dans deux camps à Ziway (150km au sud d'Addis) et Didessa (360 km à l'ouest d'Addis) dans lesquels le « screening » des détenus est effectué. Ainsi, toute personne arrêtée au hasard à proximité des points de rassemblement d'opposants encourt au minimum plusieurs semaines de détention dans l'un de ces camps à des fins d'enquête. A noter que de nombreux manifestants ont été arrêtés au nom de la « Vagrancy Law » promulguée en 2004. et que pour les personnes inculpées, les risques encourus sont des procès pour les militants connus de l'opposition et, selon des rumeurs persistantes, l'enrôlement de jeunes manifestants et d'étudiants qui pourraient bien se retrouver en première ligne, si un nouveau conflit venait à éclater entre l'Erythrée et l'Ethiopie.

Après une première série de manifestations à l'initiative des étudiants de l'université d'Addis Ababa et trois jours de grève générale en juin 2005 qui se sont soldés par au moins 37 morts, 200 blessés et plusieurs milliers d'arrestations, la répression des mouvements en ville d'Addis Ababa au mois de novembre aurait fait quelque 130 victimes, officiellement 42 morts seulement, car de nombreux corps n'ont pas été restitués aux familles. La violence de la réaction des forces de l'ordre avait pour but de casser la dynamique de mobilisation des forces de l'opposition dans la capitale comme dans les principales villes du pays. Outre la répression immédiate en zone urbaine, on constate une reprise en main du pays par les Tigréens. Ainsi le contrôle de l'appareil politique et des forces de sécurité, au niveau fédéral et dans les régions, a été renforcé. Comme dans les premières années du régime, le système du contrôle direct des rouages essentiels de l'administration par des représentants tigréens a été réactivé, ces derniers sont notamment visibles dans les postes de police d'Addis Ababa, note le CICR. De son côté, la police fédérale est essentiellement composée de Tigréens, appuyés par des éléments appartenant à des minorités du sud, en particulier des Nuers de la région de Gambella considérés par les « habasha » comme des descendants d'esclaves (shankala). Les arrestations nocturnes sont notamment opérées par ces recrues dont les connaissances en amharique (la langue officielle) demeurent limitées, ce qui contribue encore à entretenir la peur et l'exaspération des habitants de la capitale. Outre les rafles effectuées à l'occasion de manifestations, on procède à de nombreuses arrestations sur la foi de dénonciations auprès des autorités du kebele. Il en résulte que la liberté de parole constatée en avril 2005 a fait place à un silence apeuré, la plupart des gens refusent désormais de parler de politique.

En dehors de la capitale, peu d'informations ont filtré concernant les manifestations et les troubles qui ont eu lieu dans les différentes régions. Les manifestations les plus importantes se sont déroulées à Awasa, et à Arba Minch (SNNPR), ainsi que dans le Wellega (Oromiya). Dans la région amhara, des rassemblements sévèrement réprimés ont eu lieu à Debre Markos et Bahr Dar où la presse a fait état de six victimes au début du mois de novembre. Là encore, de nombreux manifestants ont été arrêtés et internés dans un ancien orphelinat à proximité de Dessie (Wello) et dans un camp militaire près de Bahr Dar, la capitale de l'Amhara. Selon le CICR, de nombreuses libérations ont eu lieu et les détenus inculpés sont en instance de transfert vers des prisons civiles de la région.

5. Situation des droits de l'homme

A la suite des manifestations de novembre 2005, le CICR a enregistré 7000 dépositions en relation avec des arrestations et des allégations de mauvais traitements. Dans le même temps, les délégués de la Croix-rouge n'ont pas été en mesure de visiter tous les centres de détention et leur action s'est concentrée sur le camp de Ziway. L'accès au camp de Didessa situé à l'ouest du pays ne leur a pas été accordé, de même qu'il a été refusé à un représentant du gouvernement américain. Au cours des dernières démarches entreprises à haut niveau par le CICR afin d'obtenir un droit d'accès élargi aux

camps de détention, certains officiels éthiopiens n'ont pas manqué de lier cette question à l'annonce de la réaffectation de crédits multilatéraux de 375 millions de dollars normalement affectés au budget éthiopien. Au total, les estimations relatives au nombre d'arrestations oscillent entre 20.000 et 40.000, un chiffre non démenti par le CICR et le 16 janvier, l'agence de presse des Nations Unies IRIN annonçait la libération de plusieurs milliers de détenus du camp de Ziway. Dans des entretiens avec des représentants d'agences humanitaires, nombreux sont ceux qui ont indiqué avoir été arrêtés à plusieurs reprises et parfois réincarcérés peu de temps après leur libération. Toutefois sur la base des visites effectuées, le CICR constate que les autorités ont respecté un « standard constitutionnel minimum », ainsi les détenus ont reçu régulièrement de la nourriture et il n'y pas eu d'entraves au droit de pratique religieuse.

Influencé à l'origine par les communistes albanais, le régime de Meles Zenawi n'a jamais démantelé les structures de contrôle de la population instaurées sous le régime du Derg. Le découpage du territoire en kebele, des unités administratives au niveau des villages et des quartiers urbains, permet d'exercer un contrôle serré des populations. Les administrateurs des kebele ont pour tâche de surveiller la population tout en relayant les informations officielles et les directives des plans de développement²⁰. Durant la campagne électorale, carte blanche a été donnée aux autorités et aux milices locales afin qu'elles se livrent à toutes sortes d'intimidations et aujourd'hui, les kebele qui ont voté en majorité pour l'opposition encourent des sanctions collectives prenant la forme d'un refus d'assistance ou d'une diminution des services à la population²¹.

Depuis quelques mois, à la suite de dénonciations, de nombreuses arrestations sont opérées de nuit sur la base de listes de suspects dressées par les responsables des kebele. Il s'ensuit un climat de suspicion au sein des quartiers, alors que le pouvoir des responsables de kebele a été considérablement renforcé. Derrière ces responsables, administrateurs, membres du parti ou miliciens, on trouve souvent un « contrôleur » tigréen. Le verrouillage au niveau de l'administration et des forces de l'ordre ne laisse plus d'espace à la négociation. Ainsi, même un haut responsable amhara de l'Académie de police de Sendafa (nord d'Addis Ababa) n'est aujourd'hui plus en mesure d'obtenir sur sa recommandation la libération d'un employé d'une organisation internationale pris dans une rafle²².

Aujourd'hui, environ 129 responsables de l'opposition et journalistes emprisonnés sont passibles de lourdes peines de prison sous les chefs d'accusation de trahison et de tentative de renversement de l'ordre constitutionnel. Des personnalités en vue comme les deux chefs du CUD, M. Hailu Showel et Dr Berhanu Nega, de même que le Professeur Mesfin Wolde Mariam, président du Comité éthiopien des Droits de l'Homme (CEDH) sont emprisonnés. Dans le même temps, le régime mise sur les divisions qui se font jour au sein des partis d'opposition et ne ménage pas ses efforts en vue de rallier à la cause gouvernementale des élus de l'opposition.

6. Des méthodes insidieuses de sanctions économiques

Face à la persistance d'une agitation quasi quotidienne dans les écoles secondaires (high schools), les représentants des forces de l'ordre et les officiels au niveau local oscillent entre des menaces à peine déguisées et des intervention brutales faisant le plus souvent des victimes²³. Outre les très

²⁰ Cette activité motive d'incessantes réunions auxquels les paysans sont contraints d'assister. L'exaspération de la population rurale vis-à-vis de certains administrateurs et membres du parti est notamment liée à la multiplication de ces réunions forcées relevant de l'endoctrinement politique et qui ont contribué à accroître la méfiance vis-à-vis de certains fonctionnaires, comme les agents de vulgarisation agricole.

²¹ René Lefort, informations transmises par e-mail et constituant le suivi de son enquête en zone rurale dans la région de Debre Sina (Nord Shoa), 12 janvier 2006.

²² Témoignage rapporté par Marco Brudermann, CICR, entretien du 11 janvier 2006.

²³ La répression de l'agitation estudiantine est fréquente dans le pays; citons pour les dernières années: en 1998 à Sodo

nombreuses arrestations, des étudiants ont été exclus de l'université ou d'autres établissements scolaires. Dans de nombreux cas, les chefs d'établissement et les professeurs ont été rappelés à l'ordre. Ils ont l'obligation d'informer les autorités des kebele de tout mouvement suspect autour et dans l'enceinte de leur établissement et, par ailleurs, ils sont tenus de s'assurer que les élèves s'abstiennent de toute manifestation politique ou attitude malveillante à l'égard du régime. En cas de désordres, les autorités font immédiatement appel aux forces de l'ordre qui interviennent à l'intérieur des établissements scolaires ou des campus.

Au-delà des établissements d'enseignement, toute la population, qu'elle soit impliquée ou non dans les manifestations, est susceptible de souffrir de mesures de rétorsion. A la suite des manifestations de juin 2005, toutes les personnes arrêtées se voyaient confisquer leurs papiers d'identité, une pratique qui ne semble pourtant pas avoir été systématique à l'issue des manifestations du mois de novembre. Sur le plan économique, les enjeux sont particulièrement graves, car les mesures instituées sont susceptibles de voir bon nombre de gens perdre leur emploi. Afin de dissuader leurs employés de participer à des manifestations et aux mouvements de grève, de nombreuses administrations et entreprises ont reçu l'ordre de tenir des listes de présence. Les chauffeurs de taxi qui feraient grève ou qui apposeraient sur leur véhicule des affichettes favorables à l'opposition « kinijit » sont menacés de perdre leur licence. Des commerçants du Mercato, qui avaient fait grève ou simplement avaient fermé leur magasin par précaution à l'occasion des manifestations du début novembre, ont vu les baux à loyer de leurs commerces révoqués par l'administration.

L'environnement des affaires s'est considérablement dégradé à la suite des troubles post-électorales et l'on peut s'attendre à une prochaine poussée inflationniste en raison de certaines hausses de prix annoncées. Le gouvernement, qui hésite encore à répercuter à la pompe la hausse du prix des carburants, va au-devant de graves difficultés de trésorerie liées à la diminution de ses moyens budgétaires en relations avec les récentes décisions des principaux bailleurs de fonds de l'Éthiopie²⁴. Par ailleurs, ayant constaté l'influence des clivages politiques sur les modes de consommation, le gouvernement a instauré, à titre de rétorsion et en vue de reconquérir des marchés, un système de taxation différencié déjà appliqué dans le secteur des boissons. Ce système a pour effet de renchérir le coût de la distribution de tous les produits des entreprises qui ne sont pas contrôlées par les groupes EFFORT ou MIDROC²⁵.

Il s'agit d'une sévère remise au pas de la population urbaine qui se voit désormais astreinte à des mesures qui jusqu'ici s'appliquaient aux étudiants et aux élèves des écoles secondaires. Désormais, il apparaît que l'arsenal de mesures répressives insidieuses peut s'avérer très coûteux pour une population à qui le gouvernement veut faire payer son attitude ouvertement favorable à l'opposition – un soutien plus motivé par un rejet du régime EPRDF qu'une adhésion aux thèses de l'opposition. Ainsi, l'homme de la rue est en train de devenir l'otage de combats politiques opposant divers intérêts de l'élite de la société éthiopienne. Il en résulte que la population va subir de plein fouet les mesures de rétorsion décidées par le gouvernement et il est très difficile de prévoir la suite des événements. Le régime de Meles Zenawi qui a réussi à passer en force malgré des élections contestées apparaît aujourd'hui très fragile, car il a perdu toute légitimité dans le pays et les récentes

(Welayta), des émeutes autour de la question des manuels scolaires qui se soldent par plusieurs morts et des centaines d'arrestations; en avril 2001, les manifestations des étudiants d'Addis Abeba qui se sont soldées par 41 morts; en 2004, ce sont les étudiants d'Ambo (ouest du Shoa, Oromiya) qui descendent dans la rue et, une fois encore, le mouvement est sévèrement réprimé par les forces de l'ordre.

²⁴ Dès janvier 2006, la Banque mondiale et les principaux bailleurs de fonds multilatéraux ont décidé de réaffecter à des ONG les 375 millions de dollars d'aide budgétaire alloués au gouvernement éthiopien et en date du 20 janvier, le gouvernement britannique a pris une mesure identique portant sur une aide bilatérale de 88 millions de dollars.

²⁵ Voir note 14 pour les explications concernant les deux groupes financiers. Quant aux mesures dans le secteur des boissons déjà en vigueur, elles ont déjà provoqué la disparition sur les étals et dans les établissements publics de plusieurs marques de boissons produites par des entreprises non liées aux intérêts du TPLF et de l'homme d'affaire Al Amoudi.

manœuvres financières démontrent que ses principaux soutiens parmi les pays donateurs au nord commencent à réviser leur position.

7. Conclusion

Une grande partie de la population d'Addis Ababa garde encore le souvenir très douloureux de la répression sanglante des années 1976 – 77, dites de la « Terreur rouge » et observe avec angoisse le retour de la face sombre de l'Etat répressif. A côté des victimes des tirs dirigés sur la foule, des dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées, parfois au hasard, et, au mieux, elles doivent patienter plusieurs semaines dans les camps d'internement établis afin de mener à bien les interrogatoires. Si dans le passé, la majorité des interpellations concernait les Oromo, à partir des manifestations de juin 2005, 60% des personnes arrêtées se déclaraient d'origine amhara. Parmi les morts identifiés et les blessés, on retrouve environ la même proportion²⁶.

Au cours des dernières semaines, le mouvement de grève générale et les manifestations urbaines, dirigées par l'opposition afin de dénoncer le trucage des élections, ont été cassés par la répression systématique des manifestants et l'incarcération des principaux chefs de file de l'opposition. Il est vrai qu'une répression plus sanglante encore aurait pu entraîner la chute du gouvernement qui compte aujourd'hui sur une reprise en main par les éléments durs du TPLF représentant « la phalange de fer du régime ». Cependant, de nombreux foyers de contestation demeurent actifs dans les écoles secondaires à Addis Ababa et dans plusieurs villes moyennes, en particulier dans la région Amhara. Paradoxalement, l'université d'Addis Ababa, qui se trouvait à la tête du mouvement lors des manifestations du mois de juin 2005, demeure aujourd'hui étonnamment calme ; il semble que les étudiants oromo se soient désolidarisés de leurs condisciples amhara.

D'aucuns n'hésitent pas à évoquer un parallèle avec la Birmanie, soit le maintien envers et contre tout d'une ligne dure ; un régime maniant la carotte et le bâton et qui, à défaut de légitimité s'accroche à des principes formels de la légalité constitutionnelle. Ainsi, au nom d'une politique guidée par le principe du « jusqu'où on peut aller trop loin », les dirigeants de l'opposition peuvent s'attendre à faire des allers et retours entre la prison, les arrêts domiciliaires et des mesures de libération conditionnelle. Enfin, si le procès des principaux responsables de l'opposition est en mesure de se dérouler normalement, de lourdes condamnations sont attendues²⁷.

D'ores et déjà, la persistance des troubles post-électorales ont entraîné les conséquences suivantes :

- La réactivation des forces centrifuges et des conflits périphériques ou micro-conflits, essentiellement à Gambella, dans l'Ogaden et le Wellega, bénéficiant selon les cas du soutien actif de l'Erythrée.
- Un risque de reprise des hostilités dans le cadre du conflit frontalier avec l'Erythrée.
- L'exacerbation des antagonismes ethniques à l'échelle des régions et une opposition croissante à la présence de minorités. Dans l'ensemble des régions de basses terres et les périphéries, les résidents « habasha », longtemps dominants dans les villes en particulier, sont de plus en plus rejetés et encourent le risque de véritables pogroms en cas d'explosion populaire.
- Un sentiment de revanche des noirs du sud, souvent désignés méprisamment sous le vocable de « Shankala », ils sont désormais instrumentalisés par les forces de l'ordre.
- Le mouvement des étudiants n'est plus unanime et l'on a constaté au cours des récents troubles une désolidarisation des Oromo par rapport aux Amhara acquis à l'opposition « kinijit ». Contrairement aux vagues de répression précédentes, les Oromo sont aujourd'hui

²⁶ Entretien du 11 janvier 2006 avec Marco Brudermann, chef de la délégation du CICR en Ethiopie.

²⁷ Entretien du 12 janvier 2006 avec Gérard Prunier, directeur du Centre français des études éthiopiennes.

moins dans le collimateur et 60 % des arrestations concernent les Amhara.

- La libération de la parole constatée au cours de la campagne électorale a fait long feu. Aujourd'hui, les gens se taisent et les chefs de kebele ont retrouvé toute leur force d'intimidation, les vagues d'arrestations nocturnes contribuent au maintien d'un climat de peur parmi la population.
- Le ressentiment et l'exaspération des populations rurales vis-à-vis de l'administration locale (les petits « mengist », soit les administrateurs de woreda et de kebele), les affrontements qui se sont déroulés dans le woreda de Fentale en pays kerreyu (Oromiya) où un responsable de la milice du woreda a été tué à l'issue de deux semaines de réunions avec les représentants des communautés en est l'illustration²⁸.
- Au-delà de la répression frontale et immédiate de toute forme de manifestation, il convient de considérer les mesures de rétorsion à caractère économique. Cette forme de répression froide et indirecte avec des mesures s'apparentant au "berufsverbot" affecte l'ensemble de la population urbaine.
- Le développement économique ne constitue plus un amortisseur des mouvements politiques de mécontentement comme le démontre la situation de Lalibella, un centre touristique favorisé par le régime. Par ailleurs, la persistance des troubles et les mesures financières prises par les bailleurs de fonds vont contrecarrer le développement économique du pays.

8. Recommandations

Il faut considérer comme non expulsables les catégories de personnes qui selon l'OSAR « risquent particulièrement de subir en Ethiopie des persécutions relevant de l'asile et n'ont pas d'alternative sûre et acceptable à l'exil »²⁹, soit :

- Les membres en vue de l'opposition, leurs familles et leurs proches
- Les membres et sympathisants du Front de libération Oromo
- Les personnes réellement soupçonnées d'avoir travaillé pour de puissantes organisations oromo
- Les femmes et les fillettes courant le risque de mutilations génitales, de violences domestiques ou de mariages forcés
- Les défenseurs des droits de l'homme
- Les journalistes et éditeurs de médias privés
- Les membres de l'ethnie Anuak
- Les Somali membres de l'ONLF et combattants de l'ONLA
- Les personnes ayant assumé une fonction élevée dans le gouvernement de Mengistu Haïlé Mariam

Au-delà de cette liste préétablie, il faut remarquer que la répression actuelle est dirigée essentiellement contre les Amhara, considérés comme les principaux soutiens de l'opposition CUD. Les écoliers et les étudiants demeurent dans le collimateur des forces de l'ordre en raison de la persistance des troubles dans divers établissements d'enseignement. Mais dans le contexte actuel, il convient d'examiner avec la plus grande attention les conditions de la réintégration des requérants éventuellement renvoyés. Le climat de répression, les mesures de rétorsion à caractère économique et social et les risques actuels d'aggravation de la crise politique et économique rend particulièrement aléatoire toute mesure d'expulsion. Dans les circonstances actuelles, il apparaît que les conditions d'une réintégration économique et sociale en Ethiopie soient compromises dans un pays qui jour

²⁸ Information transmise par e-mail le 15 janvier 2006. Le responsable de la milice a été tué dans une embuscade à l'issue de 15 jours de réunions incessantes. En guise de réactions, la police a procédé à plus d'une vingtaine d'arrestations.

²⁹ OSAR (2005), *Requérants d'asile provenant d'Ethiopie, Position de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés*, Berne, 17 novembre.

après jour plonge dans une instabilité chronique sur fond de crise politique et économique.

Références :

Merkuria Bulcha (1997) “The politics of linguistic homogenisation in Ethiopia and the conflict over the status of afaan oromo”, in *African Affairs*, No 96, pp. 325 – 352.

Ethiopia : the top 100 peoples, Indigo Publication, Paris, 1997.

“ Ethiopie: le fédéralisme ethnique” dossier spécial, *Politique africaine*, No 99, octobre 2005:

- S. Vaughan, “Identité ethnique et fédéralisme en Ethiopie du Sud” *Politique africaine*, No 99, oct. 2005, pp. 22 – 42
- T. Hagmann et Mohamud H. Khalif, “La région Somali d’Ethiopie, entre intégration, indépendance et irrédentisme”, *Politique africaine*, No 99, oct. 2005, pp.43 – 62.
- Th Osmond, “jeux de pouvoir et référents identitaires, quel statut institutionnel pour Dire Dawa?” *Politique africaine*, No 99, oct. 2005, pp. 63 - 82.

Forum for Social Studies (2006), *Understanding the Dynamics of Resettlement in Ethiopia*, Policy briefings No 4, January.

Human Rights Watch (2006) *Ethiopia : Hidden Crackdown in Rural Areas, Independent Inquiry should Investigate Rural Violence*, New York, January 13.

HRW (2005), *Suppressing Dissent Human Rights Abuses and Political Repression in Ethiopia’s Oromia Region*, Vol 17, No 7 (A), May.

R. Lefort (2005), « Ethiopie : Les oubliés de Wäyr Amba. » in *Le Nouvel Observateur*, n°2107, March 24.

OSAR (2005) *Requérants d’asile provenant d’Ethiopie : Position de l’Organisation suisse d’aide aux réfugiés (OSAR)*, Berne, 17 novembre.

A. Pankhurst, F. Piguet (eds) (2004), *People, Space and the State, Migration, Resettlement and Displacement in Ethiopia*, Proceedings of the Workshop held by the Ethiopian Society of Sociologists, Social workers and Anthropologists and the United Nations Emergencies Unit for Ethiopia (28 – 30 January 2003) including Reviews of the 2003 Resettlement Experience, Addis Ababa, July, 698 p.

F. Piguet (2003), “Food Crisis in Ethiopia: Drought or Poor Economic Policies? in *Review of African Political Economy*, Vol 30, No 97, pp. 485 – 489.

Presse:

Ethiopian Weekly Press Digest, Phoenix Universal Plc, Addis Ababa (various issues April 2005 – January 2006).

The Daily Monitor, Namrud Berhane, Abera W. Kidan, The Monitor Private Limited Company (various issues April 2005 – January 2006).

The Reporter, Media and Communication Center, Berhanena Selam Printing Enterprise, www.ethiopianreporter.com (various issues April 2005 – January 2006).

The Sub-Saharan Informer, Mentewab Kebede, Alemayehu Seife Selasie, Sub-Saharan Media and Communications Group, Berhanena Selam Printing Enterprise, www.ssinformer.com (various issues April 2005 – January 2006).

Concernant les dernières nouvelles relatives aux événements post-électorales, consulter <http://nazret.com>.